

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 19 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Bové...
- 2) Après le mariage pour tous, un second NON du MRC ?!!
- 3) Les « faiseurs de roi »
- 4) Une mission divine
- 5) Un fourre-tout...



G.Diez La Presse en Revue

I) Bové : les «populistes n'ont rien foutu» au parlement européen



L'eurodéputé d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) José Bové à Lille, le 16 mai 2014
(Photo Philippe Huguen.AFP)

L'eurodéputé d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), José Bové, a ciblé samedi à Bordeaux les «populistes», parmi lesquels la présidente du FN Marine Le Pen et le co-président du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon, les accusant de n'avoir «rien foutu» au Parlement européen.

«J'ai envie de dire aux gens : si vous votez pour des populistes, vous allez voter pour des gens qui n'ont jamais foutu les pieds à Bruxelles ou à Strasbourg et qui n'y vont que pour toucher leur salaire», a dénoncé M. Bové, qui s'exprimait avant un concert, «Eurock Ecologie», organisé dans l'après-midi à l'initiative d'EELV dans une ancienne friche bordelaise.

Plusieurs artistes y sont annoncés, parmi lesquels Bertrand Cantat, attendu en fin d'après-midi avec le groupe Detroit.

«C'est inacceptable de voir la façon dont (...) les populistes se comportent. Ils ne changent rien dans les politiques (...) Il faut voter, et c'est pour ça que je me présente, pour des candidats qui sont du premier jour au dernier jour à Bruxelles et à Strasbourg», a déclaré l'ancien leader de la Confédération paysanne.

«Il y a des mouvements, à la droite de la droite, le Front national, dont les trois représentants actuels (Marine le Pen et son père Jean-Marie, Bruno Gollnisch) au Parlement européen n'ont rien foutu (...). Ils étaient absents sur les votes cruciaux», a-t-il dénoncé, ciblant aussi Jean-Luc Mélenchon, selon lui également absent lors de plusieurs votes importants.

«A un moment, il y a un décalage entre les discours de tribune et la réalité du travail (...) L'Europe et les crises que nous traversons sont trop sérieuses pour voter pour des gens qui ne sont pas présents», a-t-il encore ajouté.

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Appel du MRC à l'abstention: «C'est un non républicain de résistance»

Entretien de Jean-Luc Laurent, Président du MRC et député du Val-de-Marne, au site internet Marianne.net, mercredi 7 mai 2014.



Marianne : Prôner l'abstention, ce n'est pas très républicain...

Jean-Luc Laurent : Il y a plusieurs formes d'expression dans une élection, ici c'est un non républicain de résistance. Nous avons estimé qu'il n'y avait pas un intérêt suffisant à se présenter car cette élection dérisoire ne peut pas apporter les réponses qu'attendent le peuple français et les peuples européens. Elle a pour but d'élire un Parlement fantôme qui n'a pas le pouvoir de changer l'Europe, c'est-à-dire de mettre fin à l'austérité, à la Banque centrale européenne indépendante, à l'organisation de la mutation de l'euro — d'une monnaie unique à une monnaie commune — et de mettre en place un nouveau traité. C'est un Parlement sans pouvoir et sans peuple. Il faut passer à autre chose, une réorientation radicale de la construction européenne. Qui doit avoir l'élection présidentielle comme point d'appui, pas l'élection européenne. L'Europe repose d'abord sur la volonté des nations. C'est donc un appel à une abstention pour une autre Europe.

Vous projetiez pourtant de vous allier avec Debout la République, le parti de Nicolas Dupont-Aignan...

Je confirme que nous avons examiné cette possibilité. Il y a eu des contacts, mais ce n'est pas cette option que nous avons retenue. Nous avons trois possibilités : faire une alliance avec des patriotes républicains, encourager des listes citoyennes soutenue par le MRC ou le boycott. C'est cette dernière option que nous avons choisie. Comme formation politique, on a naturellement vocation à se présenter aux élections. Mais encore faut-il qu'elles servent à quelque chose.

Ce n'est pas plutôt un choix par défaut ?

Non, on avait largement assez de candidats pour faire des listes, on a même ouvert un appel aux

candidatures pour être prêts, à l'automne dernier. Mais on a regardé le rapport de force, on l'a examiné et on s'est demandé si notre présence serait utile. La réponse a été non. D'où le choix que le MRC a fait. Cette élection, avec son mode de scrutin en huit grandes régions, est une machine destinée aux grandes formations politiques. Il faut faire au moins 7% pour avoir un député. C'est un mode de scrutin injuste.

Prendre le parti de l'abstention, c'est le meilleur moyen d'être sûr d'apparaître comme le grand gagnant au soir de l'élection...

Je ne résonne pas en ces termes-là. Bien sûr, je vois l'abstention monter, mais si celle-ci monte, c'est parce que l'Europe se fait sans les citoyens. Le 25 mai, nous voulons lui rendre la pareille en lui disant que c'est son élection qui se fera sans nous, les citoyens.

Pour la première fois, le vote blanc sera comptabilisé en tant que tel. Pourquoi lui privilégier l'abstention ?

Parce que le vote blanc, à mes yeux, a un petit côté « ni oui ni non ». Alors que s'abstenir c'est exprimer le refus de cette élection qui ne peut rien changer à l'Europe alors qu'il faut un changement radical pour sortir de la pensée dominante qui prévaut depuis 1992.

Propos recueillis par Kevin Erkeletyan

Source : Marianne.net

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Les nouveaux entrants, « faiseurs de roi » au Parlement européen



Affiche du Parti pirate. Francfort, 2009. [spot/Flickr]

De nouvelles forces politiques vont faire leur apparition au Parlement européen après les élections européennes. Au départ, tous seront « non affiliés ». Leur choix de groupe politique va s'avérer déterminant. Un article du réseau EurActiv.

La nuit du 25 mai, la question suspendue à toutes les lèvres sera de connaître le vainqueur des élections européennes.

Une manière de répondre à cette question serait de comptabiliser le nombre de députés déjà affiliés aux différents groupes européens, mais de nouveaux acteurs politiques vont émerger dans plusieurs États membres. Leur statut sera par défaut « non affilié », mais ils rejoindront rapidement les groupes existants. Ou de nouveaux.

En France, les nouveaux partis ont fortement gonflé le nombre de candidatures aux élections européennes. En 2009, 168 listes avaient participé au scrutin. Elles sont aujourd'hui... 193 listes à se disputer les faveurs des électeurs pour plus de 3700 candidats.

Selon les derniers sondages, il est difficile de déterminer qui remportera la lutte politique entre le Parti populaire européen (centre-droit) et le Parti socialiste européen (centre-gauche). Les nouvelles forces politiques et leurs eurodéputés pourraient donc faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

L'AfD pourrait récupérer 7 % des voix en

en Allemagne

Pour la première fois de l'histoire des élections européennes, l'Allemagne n'aura plus de seuil électoral (fixé auparavant à 3 %), puisque la Cour constitutionnelle a abrogé cette règle en février dernier. Les petits partis auront dès lors plus de chances d'obtenir un siège dans le prochain Parlement européen. En effet, si un parti récolte 1 % des voix, il pourra avoir un représentant dans l'hémicycle.

Accrédité de 7 % dans les sondages, le parti populiste et eurosceptique Alternative pour l'Allemagne (AfD) devrait faire son entrée au Parlement européen.

La base organisationnelle de l'AfD souhaite que leurs candidats élus rejoignent le groupe Europe libertés démocratie au Parlement européen. Les cadres du parti, dont font partie les têtes de liste Bernhard Lucke et Hans-Olaf, ne partagent toutefois pas cet avis. Ils décideront plus probablement d'adhérer au groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), dont les Tories britanniques constituent la majorité.

Les Électeurs libres (Freie Wähler) présentent un programme similaire à celui de l'AfD. Ils peuvent espérer obtenir un ou deux sièges, mais ne comptent prendre part à aucune coalition.

Le Parti pirate allemand pourrait également entrer pour la première fois au Parlement européen et enlever trois sièges. Personne ne sait encore quel groupe européen ce parti rejoindra. « Pour tous les Partis pirate européens, il faut en priorité prendre une décision par consensus [...] en fonction du nombre et de l'origine des candidats qui remportent un siège », a expliqué à EurActiv Allemagne Julia Reda, tête de liste du Parti pirate allemand. Dans le Parlement européen, les deux seuls eurodéputés du Parti pirate suédois ont rejoint le groupe des Verts/ALE.

Le parti national-démocrate d'Allemagne, d'extrême droite, est pour sa part accrédité d'un ou deux sièges. La campagne particulièrement agressive du parti néo-nazi est structurée autour d'une politique migratoire tirée d'une idéologie raciste, antisémite et homophobe. Leur tête de liste, Udo Voigt, devrait très probablement rester indépendant dans le prochain Parlement européen.

Le parti satirique Die Partei (le Parti) pourrait créer la surprise. La tête de liste Martin

Sonneborn, ancien rédacteur en chef de magazine satirique Titanic, a de réelles chances de remporter un siège. Il mène une campagne parodique dénuée de proposition politique sérieuse. Fondé en 2004, Die Partei avait lancé sa campagne qui prônait la reconstruction du mur de Berlin. Dans son manifeste pour les européennes, le parti appelle à la fois à un « Oui pour l'Europe » et un « Non à l'Europe ». Il veut également introduire un quota de « personnes paresseuses » aux postes de cadres supérieurs ainsi qu'une loi de protection des espèces en voie de disparition pour les Verts allemands.

Beppe Grillo à Strasbourg ?

Trois petits partis politiques vont tenter de remporter un siège d'eurodéputé à l'issue du scrutin en Italie. La liste L'Autre Europe avec Tsipras, mise en avant par les intellectuels de gauche et soutenue par le parti Gauche, écologie et liberté, qui devrait intégrer la liste de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/GVN). Ses membres soutiennent donc la candidature du leader de Syriza, Alexis Tsipras, à la présidence de la Commission.

La liste libérale-démocrate de Choix européen rejoindra le groupe libéral de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE). Elle est composée de trois partis politiques : Choix civique pour l'Italie, Centre démocratique et Agir pour arrêter le déclin. En toute logique, ils défendent la candidature de Guy Verhofstadt, tête de liste de l'ADLE.

Enfin, le parti Le Chant des Italiens, mené par Giorgia Meloni, rassemblera quant à lui les eurosceptiques et la Ligue du Nord, un parti séparatiste et populiste dont le chef est actuellement dirigé par l'eurodéputé Matteo Salvini.

Selon un sondage de PollWatch, ces trois nouvelles forces n'atteindront probablement pas le seuil minimum pour entrer au Parlement européen. En revanche, le Mouvement cinq étoiles de Beppe Grillo remportera des sièges même si c'est la première fois qu'il se présente. Selon PollWatch, ce parti arrivera en deuxième position en Italie derrière le Parti démocrate du premier ministre Matteo Renzi.

22 nouveaux partis au Royaume-Uni

L'élection européenne a suscité des vocations sur l'île britannique, même si l'élection risque surtout

de se faire autour du parti très à droite Ukip, qui pourrait remporter les élections, devant les Tories. Parmi les petits partis, des causes nouvelles ont fait leur apparition, comme Animal Welfare qui défend le bien-être animal, National Health Action plan qui s'inquiète de sécurité sociale ou encore No4EU qui plaide la sortie de l'UE. Au sein de cette ribambelle de partis, seuls 3 ou 4 d'entre pourraient avoir une chance d'entrer au Parlement européen.

Une nouvelle gauche centriste en Espagne

De nombreux sondages prévoient que le parti Union, progrès et démocratie (UPyD), actuellement dans l'opposition, pourrait doubler ses sièges par rapport aux dernières élections de 2009.

UPyD a été fondé en 2007 et se définit comme socio-libéral. Ses membres rejettent le séparatisme et le nationalisme prônés par certains partis et mouvements politiques et plaident pour une Espagne et une Europe plus fédérales. En 2009, UPyD a recueilli 2,9 % des votes, soit un eurodéputé. Cette année, les sondages prévoient qu'il remportera jusqu'à six sièges. Son dirigeant, Francisco Sosa Wagner, le seul eurodéputé du parti de l'actuelle législature, a assuré que l'UPyD rejoindra un groupe. Sans spécifier pour autant lequel. Il a toutefois souligné qu'il rejoindrait un groupe pro-européen qui « défend l'unité nationale ».

Tous les sondages ne prédisent toutefois pas une nette victoire de l'UPyD. Selon un sondage organisé par El País, ce groupe n'arracherait que deux sièges. El Mundo prévoit pour sa part que le parti espagnol remportera un maximum de trois sièges. Les aspirations séparatistes pourraient également influencer les résultats des européennes.

Le parti de gauche radicale Izquierda Plural devrait récupérer pour sa part entre cinq et sept sièges. À l'inverse, les nouveaux partis Podemos, Vox, Ciudadanos ou Primavera Europea devraient avoir des difficultés à entrer au Parlement européen.

Les séparatistes flamands sous les projecteurs

En Belgique, tous les yeux sont rivés sur les élections régionales et fédérales qui auront lieu en même temps que les européennes.

Les partis traditionnels sont confrontés à une montée du parti séparatiste flamand la N-

VA. Selon les sondages, ce parti remporterait 32 % des voix et pourrait obtenir 4 des 21 sièges destinés à la Belgique. La N-VA a déclaré qu'elle quitterait le groupe Verts/ALE du Parlement européen. Il est très probable qu'elle rejoigne le groupe CRE après les élections.

Mais la plus grande surprise pourrait venir de la gauche de l'échiquier politique. Le Parti des travailleurs de Belgique (PTB-PVDA+) est accrédité de 8 % des intentions de vote dans la partie francophone du pays et de 4 % en Flandre, la partie néerlandophone. Du coup, ce parti de gauche radicale pourrait espérer obtenir un siège.

Le PTB-PVDA+ est le seul parti fédéral belge. Les autres partis ne se présentent que dans une région déterminée. Il existe par exemple deux partis socialistes un flamand et un francophone. Il est très probable que le PTB-PVDA+ rejoigne le groupe de la Gauche européenne à l'échelle des Vingt-Huit.

Les partis traditionnels en Belgique devraient conserver leur nombre de sièges. Selon les sondages, les membres socialistes du S&D devraient garder cinq sièges ainsi que les membres libéraux de l'ADLE et les démocrates-chrétiens et « humanistes » en auront quatre. Les Verts devraient perdre la moitié de leurs représentants pour arriver à 2 sièges.

« Ton Mouvement », de nouveaux pro-européens en Pologne

En Pologne, une pléthore de nouveaux petits partis tente de grappiller des sièges au Parlement européen. Sur le côté gauche du spectre politique, la coalition Europe Plus – Ton mouvement (Twój Ruch) a vu le jour. Ce parti a été créé par les vétérans politiques Janusz Palikot, auparavant actif dans le parti Plateforme civique au pouvoir (affilié au PPE), et Marek Siwiec qui appartenait à l'Alliance de la gauche démocratique (affiliée au S&D).

« Ton mouvement » tente de présenter un programme sociolibéral différent de celui des principaux partis conservateurs. Il est actuellement le troisième parti au sein de la chambre basse du Parlement avec 36 sièges sur 460. Son leader, Marek Siwiec, a déclaré dans un entretien à EurActiv Pologne que son parti souhaitait être « pro-européen de manière provocante ». Il ne veut pas spéculer pour l'instant sur le choix du groupe au Parlement européen si l'Europe Plus-Ton mouvement obtient des sièges

au Parlement européen. Le S&D ou l'ADLE semblent cependant être les choix les plus probables.

De nouveaux concurrents ont également surgi sur la droite du spectre politique. Le Congrès de la nouvelle droite (KNP) est dirigé par Janusz Korwin-Mikke. Il est réputé pour ses points de vue libertaires au niveau économique et pour sa misogynie sur le plan social.

Pologne ensemble, dont le conservatisme se fait ressentir sur les programmes économique et social, a également vu le jour. Son leader Jarosław Gowin, ancien ministre de la Justice, était à la tête de la branche conservatrice de Plateforme civique jusqu'à ce que le premier ministre, Donald Tusk, le contraigne à quitter le parti. Les derniers sondages indiquent que le score de Pologne ensemble devrait osciller autour du seuil électoral.

Interrogations sur Ano 2011 en République tchèque

Tomio Okamura, entrepreneur tchèque d'origine sino-japonaise, a fondé l'Aube de la démocratie directe. C'est un parti populiste de droite qui souhaite réformer l'UE sans pourtant la quitter.

Le parti a participé aux élections parlementaires en 2013 et a obtenu 14 sièges au Parlement tchèque. Klára Samková était la tête de liste, mais elle s'est retirée de la course européenne le 10 mai, car elle est suspectée d'avoir détourné de l'argent venant de la banque d'épargne Ceska Sporitelna. Roman Škrabánek, au départ deuxième sur la liste, occupe dorénavant la première position.

Selon une enquête de SANEP, le parti est accrédité de plus de 3 % des votes aux européennes. Personne ne sait pour l'instant sur quel groupe européen ce parti va jeter son dévolu.

Le parti Ano 2011 (« oui » en tchèque), la deuxième force politique en République tchèque, fait partie de la coalition gouvernementale. Il a remporté près de 19 % des votes aux législatives de 2013. Il devrait remporter plus de 20 % des voix aux élections européennes. Selon son dirigeant, le candidat Pavel Telička, ancien commissaire européen, Ano 2011 rejoindra probablement l'ADLE.

Andrej Babiš, la deuxième fortune du pays selon Forbes, dirige ce parti créé en 2011, comme son nom l'indique. Son mouvement devient de plus en

plus populaire, mais sa personnalité suscite largement la controverse. L'année dernière, il a acheté MAFRE, une maison d'édition de premier plan en République tchèque, et est entré au gouvernement en tant que ministre des Finances.

En raison de ses multiples fonctions, d'éventuels conflits d'intérêts pourraient surgir. On considère d'ailleurs qu'il est l'homme le plus influent de la scène médiatique nationale et qu'il a un poids important sur l'opinion publique tchèque. En outre, il est le seul propriétaire de l'entreprise Agrofert qui loue la plupart des terres agricoles. La politique agricole européenne, les accords de commerce international ainsi que la politique sur l'énergie et sur le climat présentent des intérêts à ses yeux.

Nouveaux entrants multiples en Slovaquie

La Slovaquie pourrait également envoyer de nouveaux partis au Parlement européen. Le rassemblement « Les gens ordinaires et personnalités indépendantes », parti très hétérogène, en est un exemple. Comme son nom l'indique, ce parti n'est pas conventionnel. Il s'agit d'un mélange de personnes avec des programmes politiques très différents allant du conservatisme radical aux questions environnementales en passant par la lutte contre la corruption.

Pour établir leur liste pour les européennes, le parti a fait appel à des personnalités spécifiques, à des ONG et à des personnes critiques de la société. Le député Jozef Viskupič, membre de la commission des affaires européennes, mène la liste. Ces candidats n'ont aucune affiliation à l'échelle européenne pour l'instant, mais leur leader n'exclut pas la possibilité de s'associer à un nouveau groupe qui partage leurs objectifs.

Les probabilités sont élevées qu'un nouveau parti, le Most-Híd, vienne gonfler les rangs de la délégation slovaque du PPE. Ce parti est assez unique puisqu'il regroupe la population slovaque et la minorité hongroise qui représente 10 % de la population slovaque. Il rivalise avec le parti d'ethnie hongroise, le SMK. Ce dernier, également membre du PPE, a refusé de rejoindre le parti qui défend le dialogue entre les deux communautés.

Certains partis eurosceptiques se présenteront également pour les élections européennes. Richard Sulik, le leader du parti Liberté et solidarité, est pour certains responsables de la chute du gouvernement de centre-droit d'Iveta

Radičova en 2011. Le parti de Richard Sulik, alors partenaire de coalition, a refusé de soutenir des modifications de Fonds européen de stabilité financière (FESF). Le gouvernement a ensuite fait l'objet d'un vote de confiance. Liberté et solidarité est membre de l'ADLE.

Statu quo en Roumanie

En Roumanie, le Mouvement populaire, la Force civique et la Nouvelle république émergent à droite. Mais selon des politologues, ces nouveaux partis ne devraient probablement pas modifier la composition de la représentation au sein de la délégation roumaine.

Ce statu quo attendu s'explique par les origines politiques des candidats qui ont le plus de chances d'obtenir un siège au Parlement. Ils proviennent du parti Parti libéral-démocrate associé à l'actuel président Traian Băsescu, affilié au PPE. Étant donné que les partis de droite semblent se disputer une quantité limitée de sièges, leur principal enjeu est de mettre en place un leader sur la droite roumaine.

Le Mouvement populaire a pour sa part déjà attiré dans ses rangs un eurodéputé, Cristian Preda, et d'anciens ministres du gouvernement démocrate libéral comme Teodor Baconschi (affaires étrangères) et Daniel Funeriu (éducation).

Dans son manifeste politique, ce parti se concentre sur les objectifs à court, à moyen et à long terme relatifs à la stabilisation de la situation politique et économique du pays ainsi que sur la promotion de l'identité roumaine au sein de l'Europe. Le parti a adopté une résolution en faveur d'une adhésion au Parti populaire européen.

Le sénateur et ancien premier ministre Mihai Răzvan Ungureanu est à la tête de la Force civique. Il mènera la liste constituée de personnalités inconnues de l'opinion publique et d'étrangers à la politique roumaine.

Le PPE rejette le parti populiste « Bulgarie sans censure »

Plusieurs nouveaux acteurs politiques devraient aussi arracher des sièges pour la délégation bulgare, selon le dernier sondage de VoteWatch. La Bulgarie sans censure, un nouveau projet politique lancé par l'ancien journaliste de télévision Nikolay Barekov, est accréditée de 2 des 17 sièges bulgares.

Nikolay Barekov surfe sur la vague du populisme : il promet l'introduction de tablettes gratuites aux écoliers et d'un service militaire obligatoire pour intégrer la population rom marginalisée. En ce qui concerne son point de vue sur la censure, de nombreux journalistes bulgares lui reprochent d'avoir des relations trop étroites avec Delyan Peevski. Cet homme d'affaires controversé est le symbole de la concentration des médias en Bulgarie. Delyan Peevski figure pour sa part en deuxième position sur la liste du Mouvement des droits et des libertés, un parti affilié à l'ADLE.

La Bulgarie sans censure a envoyé sa demande d'affiliation au PPE. Mais le groupe de centre-droit a refusé l'entrée de cette nouvelle force politique, car elle suscite la méfiance auprès de Bruxelles.

Selon le même sondage, un autre parti devrait aussi occuper deux sièges : l'Alternative pour la renaissance bulgare (ABV) de l'ancien président Georgi Parvanov. L'eurodéputé Ivailo Kalfin mène la liste. Il a quitté sa fonction de dirigeant du groupe des eurodéputés bulgares au sein Parti socialiste bulgare (PSB) en janvier en raison de divergences avec Sergueï Stanichev, le leader du PSB.

Il ne fait aucun doute que l'ABV rejoindra le S&D. Lors d'une mission récente à Sofia, Martin Schulz, le candidat socialiste à la présidence de la Commission, s'est affiché publiquement aux côtés de Sergeï Stanichev et d'Ivailo Kalfin.

Le Bloc réformiste est un autre parti politique qui devrait probablement obtenir un siège à Strasbourg. Ce parti affilié au PPE représente le centre-droit « traditionnel » national.

L'Aube dorée, le parti grec d'extrême-droite devrait entrer au Parlement

Selon les derniers sondages en Grèce, trois nouveaux partis devraient faire leur entrée au Parlement européen.

Potami (La Rivière) est un parti pro-européen créé récemment qui n'a pris encore aucune décision sur le choix du groupe. Il entretient toutefois des contacts avec le S&D et l'ADLE. En ce qui concerne sa vision européenne, l'eurodéputé Kostas Argyros a récemment déclaré à EurActiv Grèce que son parti défendrait une Europe fédérale.

« Nous sommes conscients qu'[une Europe fédérale] ne sera pas mise sur pied aisément, surtout si la population ne comprend pas ce que cela implique », a-t-il déclaré en ajoutant que la population devrait cesser l'europhobie. La plupart des sondages laissent penser que Potami deviendra la troisième force grecque lors des élections européennes, totalisant entre 7 et 8,5 % des intentions de vote.

L'Aube dorée, parti néonazi et antieuropéen devrait également être représenté dans le nouveau Parlement européen. Le parti fait actuellement l'objet d'enquête criminelle et six députés de ce parti, dont le dirigeant Nikos Michaloliakos, sont sous les verrous dans l'attente de la tenue du procès relatif à d'éventuelles activités criminelles.

La semaine dernière, la Cour suprême de Grèce a donné son feu vert pour que le parti se présente aux élections européennes. Les sondages prédisent que cette force politique pourrait recevoir entre 7 et 8 % des voix. Les membres de parti ne devraient pas s'affilier à un groupe.

Les Grecs indépendants, parti de droite eurosceptique, devraient également faire leur entrée dans l'hémicycle européen. Son leader est un ancien député du parti de centre-droite la Nouvelle démocratie et pourrait se rapprocher de l'Europe libertés démocratie ou des Conservateurs et réformistes européens.

Même si le parti la Gauche démocrate est représenté au niveau national, il a peu de chances d'arriver au Parlement européen. S'il obtient au moins un siège, il adhérerait au S&D.

Réseau EurActiv | adaptation de l'anglais par Aubry Touriel



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Marine Le Pen, mi-Jeanne d'Arc, mi-Poutine



Par Hervé Algalarrondo

Autoritaire et mégalomane, à mi-chemin de Jeanne d'Arc et de Poutine, la présidente du Front national se croit missionnée pour sauver la France. Et la remettre au pas.



Marine Le Pen, à Béziers, le 9 mai. (Alain Robert/Sipa)

Jean-Marie Le Pen adresse régulièrement ce reproche à sa fille, Marine, lors des réunions du bureau politique du Front national : "Tu te conduis avec moi en dictateur." Récemment encore, à propos du slogan pour les élections européennes. "Non à Bruxelles, oui à la France", a proposé la fille. "'Oui la France", sans préposition, ça aurait davantage d'allure", a objecté le père. Deux heures durant, il a ferrailé pour obtenir gain de cause. En vain. "On ne peut pas casser la symétrie, "Non Bruxelles", ça ne voudrait rien dire", a rétorqué en substance la fille.

"Jean-Marie ergote constamment, sur tout et n'importe quoi, confie un membre du bureau politique. Marine est polie, mais elle ne cède pas." "Le Pen est exaspéré de constater qu'il est tricard, marginalisé", assure l'ancien secrétaire général du FN Carl Lang, aujourd'hui président du Parti de la France, mais qui a conservé des antennes dans son ancienne formation. "Naguère, Le Pen aussi avait les pleins pouvoirs, poursuit Carl Lang, mais il avait le sens de la camaraderie. Sa fille est dans la culture du mépris : elle ne respecte rien ni personne."

Une femme à poigne

Dans la vraie nature de Marine Le Pen, il y a d'abord cela : elle a "le look d'une ménagère de moins de 50 ans, une forme de simplicité, ce n'est pas elle qui poserait en Dior dans 'Match'", comme le souligne Jean-Yves Camus, politologue, spécialiste de l'extrême droite ; elle parle la langue directe, voire triviale, de sa génération, elle est née en 1968 : "La prochaine fois, tu l'enverras ch...", a-t-elle lancé récemment avant un meeting à un élu municipal FN qui se plaignait du comportement de son maire UMP ; mais elle ne partage pas, mais pas du tout, la philosophie libertaire de ses contemporains.

C'est une femme à poigne qui croit que la France et les Français sont en manque d'autorité. Au pouvoir, elle se comporterait à coup sûr de manière autoritaire : "La France est petite parce que ses dirigeants sont petits", proclame-t-elle. Elle se sent parfaitement dimensionnée ! "Le peuple français cherche désespérément un dirigeant à sa mesure", écrivait-elle déjà en 2006 dans le livre qui a marqué sa véritable entrée en politique, "A contre flots" (ed. Grancher). Elle se sent "à la mesure de la France" !

"Un véritable homme politique"

Les mégrétistes qui l'ont vue débarquer au FN à la fin des années 1990, après une carrière contrariée d'avocate, se sont trompés. "Si elle n'avait pas été la fille de son père, elle n'aurait pas fait de politique, et si elle en avait fait, ce n'aurait pas été au Front", juge encore aujourd'hui l'un d'eux. Double erreur : "Marine, c'est un véritable homme politique, parfaitement tendu vers ses objectifs, c'est une vraie présidentiable", rectifie Bertrand Dutheil de La Rochère, un ancien collaborateur de Jean-Pierre Chevènement désormais compagnon de route du FN. Marine Le Pen l'a souligné elle-même dans son livre :

« La politique est un virus que l'on a dans l'organisme. Il se développe plus ou moins tard, nous laissant parfois des moments de rémission. Je l'ai quant à moi attrapé bébé ; je suis, dit mon père, "tombée dedans quand j'étais petite", comme Obélix dans la potion magique. Et à mon grand désespoir... Cela me plaisait. »

Quoi qu'en disent les ex-mégrétistes, Marine Le Pen est aussi parfaitement à sa place au FN. Certes, elle n'a pas, contrairement à son père, la culture des nationaux, n'ayant lu ni Maurras ni Léon Bloy. "Elle ne connaît pas nos codes", se désespère un ancien soutien. Elle ne partage pas

non plus le goût des causes perdues, les colonies, l'Algérie en particulier, qui a longtemps été la marque de l'extrême droite. "C'est pour cela qu'elle s'est refusée à être en pointe contre le mariage pour tous, glisse un proche. A quoi bon se retrouver une fois de plus du côté des passésistes ?" Mais elle revendique haut et fort sa fibre tricolore. "Seul fondamental" du FN, selon elle : "la défense de la nation". "La France, c'est le "Titanic", ajoute-t-elle. Chez elle, la xénophobie affleure en permanence : l'Hexagone serait menacé par "l'émergence sur son sol d'une véritable nation musulmane" et par les diktats de "l'union soviétique européenne ».

"Ne me décevez pas"

"Son logiciel, c'est la droite nationale, plébiscitaire, autoritaire, dans la tradition de Napoléon III et du général Boulanger", résume Jean-Yves Camus. On le sait : elle va jusqu'à contester son appartenance à la droite, rejetant à longueur de discours aussi bien l'UMP que le PS. Pourtant, le nom qu'elle a donné à la formation destinée à dépasser un jour le FN, le Rassemblement bleu Marine (RBM), résonne comme un aveu : le bleu est la couleur de la droite. "Au bleu ciel de l'UMP répond le bleu marine du FN, plus radical", glisse un élu frontiste, pas gêné, lui, de s'affirmer de droite. Mais, interpellée par "le Nouvel Observateur", Marine Le Pen répond avec un large sourire : "Il n'y a là aucun aveu. Disons que le 'Marine' est plus important que le 'bleu'."

A priori, la présidente du FN ne présente aucun signe extérieur de narcissisme. Au contraire de la plupart des quadras de l'UMP et du PS, elle n'apparaît pas en extase devant sa propre image. C'est pire : elle se croit destinée à "sauver la France". Ni plus, ni moins. Comme une certaine Jeanne d'Arc. D'où une dérive mégalomane de plus en plus apparente. La voilà qui, en meeting, dit, à propos des Français, "mon peuple", comme si les Français lui appartenaient déjà. La voilà qui, le 1er-Mai, lance à ces mêmes Français : "Ne me décevez pas" lors des prochaines élections européennes, comme si elle les surplombait.

"Vive Jeanne, vive Marine, vive la France."

Les relations entre le père et la fille sont évidemment plus complexes que ne le laisseraient supposer leurs chamailleries feutrées en bureau politique. Jean-Marie LePen n'est pas mécontent qu'une de ses filles ait repris l'entreprise à caractère familial qu'est le FN. Porté par

l'excellent score de Marine au premier tour de la présidentielle de 2012, il s'est laissé aller quelques jours plus tard, lors du 600e anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc : "La nation est en danger de mort. [...] Nous avons aujourd'hui le devoir d'espérer. L'exemple sublime de Jeanne, petite soeur du bout des siècles, doit nous guider. Certes Marine n'est pas Jeanne d'Arc, mais elle fait partie de la longue lignée de ceux qui ont fait la France." La conclusion du discours ? "Vive Jeanne, vive Marine, vive la France."

Tout se passe comme si Marine Le Pen avait résolu de donner une Jeanne à son père, ce chantre énamouré de la bergère de Domrémy. Un ami de la famille ajoute : "La mère et la deuxième soeur, Yann, qui vivent avec elle dans la propriété dont a hérité Le Pen à Saint-Cloud, entretiennent Marine dans la même idée : elle est appelée à gouverner la France. Pour elle, c'est comme une mission. »

Une dynastie à la Kennedy

Un autre proche a une vision plus people : "Les Le Pen sont désormais 'la' famille dynastique de la France, comme les Kennedy aux Etats-Unis, ou les Gandhi en Inde. Ils sont devenus une institution, familière à tous les Français, avec un taux de notoriété de 100%. Or, autant le père clivait, autant Marine est populaire. Quand elle passe dans la rue, c'est très chaleureux. Des temps durs vont arriver, les Français vont se raccrocher à quelqu'un qu'ils connaissent, comme ils se sont raccrochés naguère à Pétain. Si Marine ne devient pas présidente, ce sera Marion, sa nièce. On a tout essayé, un jour on va essayer une Le Pen."

On n'est pas obligé de partager ce sombre pronostic... Mais ce qui est sûr, c'est que Marine Le Pen croit en son destin. Autant le père n'a jamais pensé qu'il accéderait un jour à l'Elysée, se comportant au fond comme un saltimbanque, autant la fille se sent portée par "le cours de l'histoire". Un ex-proche soupire :

« C'est complètement dingue car, en plus, elle pense qu'elle va y arriver toute seule. Sans le secours d'alliés. Alors même que le niveau moyen des militants frontistes est très bas, souvent proche de la caricature. Le FN n'a pas les moyens en hommes pour constituer un gouvernement. Mais on a l'impression qu'une diseuse de bonne aventure lui a lu les lignes de la main et lui a dit : vous serez présidente ; et elle, elle adhère complètement à ce scénario. »

2017 ou 2022 ?

Les actuels proches confirment : "L'Elysée ? Elle y croit vraiment, ou alors elle fait très bien semblant", lance l'un d'eux.

« Elle sait que c'est possible, modère Bertrand Dutheil de La Rochère, tout en ajoutant : elle est habitée par l'idée que c'est un devoir. Les circonstances ont fait que c'est elle. Elle en a le tempérament et le caractère. Sous la Ve République, la seule chose qui compte, c'est l'élection à l'Elysée. Marine a parfaitement intégré la logique des institutions : le reste suivra. 2017 ou 2022 ? Le plus tôt possible ! Ca peut aller très vite ! »

Jeanne d'Arc n'est pas le seul modèle de la présidente du FN. Il en est deux autres moins assumés. Le premier car il était honni par son père : le général de Gaulle. Quand elle évoque le fondateur de la Ve République, Marine Le Pen prend immédiatement soin de préciser : "Je ne suis pas gaulliste, mais gaullienne." Un dirigeant du FN confie : "C'est évidemment un interdit familial. Mais elle a énormément de respect pour de Gaulle. Au fond, elle veut faire ce qu'il a fait en 1958 : redresser un pays en perdition. Pour Jean-Marie Le Pen, le gaullisme est mort avec de Gaulle. Pour sa fille, il est plus actuel que jamais : la France doit redevenir la France." Un proche confirme : "Comme de Gaulle, Marine Le Pen ne fait pas remonter la France à 1789. Comme lui, elle défend une politique capétienne : un Etat fort, une nation rassemblée, la défense des valeurs de civilisation traditionnelles. »

De Paris à Moscou

Son dernier modèle est un contemporain : Vladimir Poutine. Après lui avoir déclaré publiquement sa flamme il y a trois ans, Marine Le Pen a nuancé son propos. Le premier mouvement était le bon. "Elle l'admire vraiment, glisse un hiérarque du FN. Pour elle, Poutine a joué magnifiquement dans la crise ukrainienne. Alors que les Européens se sont comportés comme des enfants en se faisant manipuler par les Américains." Pour la deuxième fois en un an, la présidente du FN a fait le voyage à Moscou en avril. Pour la deuxième fois, elle a été reçue par le président de la Douma, Sergueï Narichkine, un proche de Poutine.

La Russie est le seul pays qui traite la présidente du FN comme une future gouvernante. Bonne

chance pour les élections européennes, lui a déclaré Narichkine. Ce que Marine Le Pen admire chez le numéro un russe ? Le même hiérarque répond : "Sa gouvernance musclée, sa défense de la Russie éternelle, et sa contestation du leadership des USA et d'un capitalisme mondialisé ultralibéral."

La présidente du FN a déjà expliqué la manière dont elle se comporterait à l'Elysée au cas où... "Je serai dure avec tous ceux qui ne jouent pas le jeu", a-t-elle prévenu. "Elle a un projet de mise au pas de la société française", souligne Jean-Yves Camus. Comme Poutine, elle est décidée à mater les contestataires ! Les Russes d'abord : cette obsession poutinienne renvoie par ailleurs à un vieux slogan du FN : les Français d'abord. Pas question pour Marine Le Pen de laisser modifier l'ADN de la France éternelle.

Une ascension irrésistible ?

Les prochaines élections européennes constituent dans l'esprit de cette Jeanne mâtinée de poutinisme une étape dans une ascension qu'elle imagine donc irrésistible. Les sondages semblent lui donner raison qui pronostiquent pour le FN un score nettement supérieur à 20%, alors qu'il avait plafonné à 6,3% en 2009. Mais l'insatiable Marine veut plus : la première place ! Devancer un PS déconsidéré, cela ne fait guère de doute, mais aussi une UMP toujours convalescente après sa défaite de 2012.

Gagnera-t-elle son pari ? Heureusement, il y a aussi des signes qui incitent à en douter. Contrairement à son père, par exemple, elle ne remplit pas les salles : à peine 250 personnes à Brive, le 19 avril, à l'occasion du lancement de la liste du FN dans la circonscription Massif central. "Il n'y a pas de vote d'adhésion pour elle, c'est un vote par défaut, contre le PS et l'UMP", souligne un mégrétiste. Il ne faut cependant pas s'y tromper : elle ne pense qu'à ça, comme naguère Nicolas Sarkozy. La France a échappé au lepénisme. Elle est désormais confrontée à une menace autrement plus sérieuse : le marinisme.

Hervé Algalarrondo

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Vers des élections anti-européennes

Par Joseph Confavreux et Ludovic Lamant

À l'exception de certains pays comme la France, la poussée de l'extrême droite s'annonce plutôt limitée, au soir du 25 mai. Mais les eurosceptiques en tout genre, adversaires de l'euro ou de l'UE toute entière, devraient, eux, renforcer leur présence au parlement. Rien ne dit pour autant qu'ils parviendront à peser sur la marche de l'institution, en raison de leurs divisions.

Des élections européennes dominées par des europhobes ? Ce concept fourre-tout englobe désormais à peu près tout ce qui se trouve à droite des libéraux-conservateurs et à gauche des sociaux-démocrates. Au-delà de leurs slogans anti-Bruxelles, quoi de commun en effet entre ces groupes aux histoires et revendications multiples ? Certains sont de vieilles formations, qui retrouvent une nouvelle jeunesse grâce à la vigueur de la crise. D'autres sont des partis nés en réaction aux plans d'aide financière débloqués pour la Grèce ou l'Irlande. Certains assument un discours raciste, pointant du doigt les migrants roumains et bulgares. D'autres insistent sur les tares de la démocratie bruxelloise, qu'ils proposent de corriger en organisant des référendums.

Manif contre « la dictature de l'euro » à Stuttgart en 2011.



Manif contre « la dictature de l'euro » à Stuttgart en 2011. © TS

L'Alternative pour l'Allemagne, plateforme anti-euro constituée d'universitaires et de journalistes, s'est formée en réaction aux mégaplans de sauvetage décidés au sein de la zone euro pour « sauver » la Grèce ou l'Irlande. Le parti, qui revendique 10 000 militants, prône le retour au mark et refuse l'étiquette d'extrême droite. À en croire les sondages, il aura du mal à envoyer des élus à Strasbourg.



Timo Soini, chef des Vrais Finlandais. © Reuters

Les Vrais Finlandais devraient, eux, confirmer fin mai le score massif (19 %) qu'ils avaient réalisé lors d'élections générales en 2011 en Finlande. Ils jouent la carte d'un populisme bien particulier dans les pays scandinaves, « un populisme triple A », refusant de payer pour les pots cassés des autres (comprendre : les pays du Sud de l'Europe en crise). Ils réclament, pour la Finlande, la sortie pure et simple de l'UE.

Nigel Farage, vieux routard de la politique britannique, et qui se dit convaincu que « le prochain parlement sera eurosceptique », s'annonce comme le grand vainqueur du scrutin en Grande-Bretagne, avec sa promesse de sortir la Grande-Bretagne de l'UE (lire notre enquête).



Beppe Grillo en gladiateur. © DR

En Italie, le Mouvement 5 étoiles de l'ex-humoriste Beppe Grillo devrait, lui, rafler une vingtaine de sièges, mais ne va pas aussi loin que Farage. Adversaire déclaré de la monnaie unique, Grillo a promis l'organisation d'un référendum pour abroger le traité de Maastricht. Sans aller jusqu'à demander le retrait de l'Italie de l'Union.

En Grèce, il faudra suivre le score de petites formations à gauche de l'échiquier, à l'instar de Plan B, dirigé par un ancien cadre de Syriza, la coalition dirigée par Alexis Tsipras, et qui propose, à la différence du parti de Tsipras, la sortie de l'euro.

À l'extrême droite, plusieurs formations historiques devraient réaliser de gros scores : le FN en France, mais aussi le Parti du peuple danois, qui pourrait remporter le scrutin (il

compte aujourd'hui deux eurodéputés sur un total de 13 élus danois), ou encore le Parti de la liberté de Geert Wilders, au discours anti-islam très musclé (annoncé en troisième place dans les sondages).

À la droite de l'extrême droite, il faut encore ajouter des partis néo-nazis comme Aube dorée en Grèce ou le Jobbik en Hongrie, qui pourraient envoyer plusieurs députés à Strasbourg, mais aussi le NSP en Allemagne, qui ne devrait toutefois remporter aucun siège. Ces formations, qui revendiquent ouvertement leur filiation avec l'époque fasciste et leur antisémitisme, se développent même sur des terres dont ils étaient jusque-là absents, comme en Espagne (lire notre enquête).

Face à cette apparente déferlante, peut-on dès lors se rassurer avec l'idée que la plupart des chercheurs spécialistes des extrêmes droites européennes, à l'encontre des médias prompts à jeter de l'huile sur le feu de la droite radicale en ne parlant que d'elle et en annonçant son triomphe à longueur de colonnes, n'annoncent pas une percée de l'extrême droite, si ce n'est en France et en Hongrie ? Jean-Yves Camus, par exemple, manie avec forces pincettes ce thème de la « montée des partis d'extrême droite » : « Cette poussée est très inégale, il existe même des pays où ces formations reculent. Certains pays durement touchés par la crise ne connaissent pas de progression des populismes d'extrême droite. C'est par exemple le cas en Espagne, au Portugal et en Irlande. À l'inverse, les partis xénophobes sont très présents en Suisse et en Norvège, deux pays qui ne sont pas membres de l'UE mais à l'économie prospère. Au sein de l'Union européenne, sauf en Hongrie et dans notre pays, la tendance est à une baisse électorale de l'extrême



Nigel Farage, leader de UKIP depuis 1999, devant une permanence électorale. © Reuters

Cela supposerait au moins de ne pas compter dans les rangs de l'extrême droite le parti UKIP, en Grande-Bretagne. Bien que son leader, certes issu de la matrice de la droite conservatrice, ait fait de la dénonciation des immigrés venus d'Europe de l'Est l'alpha et l'oméga de sa politique et qu'une des figures de la « diversité » que Nigel Farage

aime afficher à ses meetings, vienne de faire défection en raison de la tournure raciste prise par la campagne de UKIP.

Droites extrêmes, droites radicales ?

Faudrait-il alors plutôt constater que ce triomphe annoncé de l'europhobie fait peu de cas de l'impossible jonction entre les gauches eurosceptiques et les droites du même nom ? Celles-ci ne se rejoignent que dans les discours de quelques éditocrates s'échinant à repérer des points communs réels, tels l'outrance verbale, la schématisation des analyses ou la vindicte à l'égard des « eurocrates », tout en refusant de voir que ces stratégies politiques et rhétoriques partagées ne dessinent ni un programme commun ni une vision du monde compatible.



Faut-il encore invoquer le fait que, même une fois réaffirmée la ligne de démarcation entre euroscepticisme de gauche et euroscepticisme de droite, et une fois exclus du champ certains mouvements qu'on ne saurait classer ni à gauche ni à

droite, à l'instar de celui mené par Beppe Grillo, les mouvements europhobes situés à la droite de la droite ne présentent pas eux-mêmes un visage homogène ? Et auraient donc, en raison de leurs divisions, des difficultés à peser politiquement, même s'ils font des bons scores électoraux ? Les refus d'alliance d'aujourd'hui ou les divergences d'hier ne préjugent pourtant pas nécessairement des rapprochements de demain.

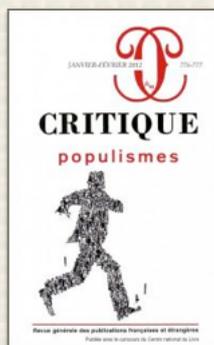
Ces trois hypothèses demeurent valides, à deux conditions toutefois : cesser de brandir le populisme comme une insulte et prendre la mesure de la mutation réelle des partis situés à la droite de la droite.



Chavez en 2010.

Désigner systématiquement comme populistes les mouvements qui n'acceptent pas l'Europe telle qu'elle se construit et se pratique, tout en sous-entendant que le populisme serait, au fond, un fascisme plus ou moins bien

dissimulé, même lorsqu'il provient de la gauche de l'échiquier politique, est devenu une attitude aussi contre-productive que suante d'une bonne conscience à la fois agaçante, erronée et dangereuse. L'histoire regorge de populismes inclassables sur l'échiquier classique de la vie politique dont ils récusent les cadres et les règles, au premier chef l'Argentine de Perón, mais aussi de populismes clairement ancrés à gauche, que ce soit le chavisme au Venezuela ou la politique menée par Evo Morales en Bolivie.



Surtout, le racisme, et son faux nez qu'est devenue la critique de l'islam, sous couvert de légitime droit à la critique des religions, introduit une ligne de démarcation rigide et repérable entre les populismes venus de la gauche, qui aspirent à plus d'égalité entre les hommes, et

ceux issus de la droite radicale, qui restent tributaires d'une pensée inégalitaire, même si ce n'est plus la race, mais l'autochtonie, ou l'ancienneté de la présence sur un territoire donné, qui serait censée dessiner les hiérarchies sociales et nationales (voir à ce sujet le numéro de janvier-février 2012 de la revue Critiques et l'article d'Antoine Perraud qui la recense).

En cela, en dépit de quelques-unes de ses sorties anti-migrants, Beppe Grillo, qui ne partage pas une conception du peuple issue d'une histoire et d'une culture invariables et homogènes, ne peut être rangé dans le même camp que les populismes situés à la droite de la droite qui prospèrent dans cette campagne pour les élections européennes en jouant de la corde d'un ethnicisme latent ou assumé.

Toutefois, il ne suffit pas, pour saisir la nature de ces derniers, de se contenter de montrer que le populisme est un mot non seulement flou, mais piégé par un usage paresseux visant simplement à délégitimer toute critique de l'establishment. Il faut également prendre la mesure des mutations des droites radicales à l'échelle de l'Europe. Dans le numéro de mars 2014 du Monde diplomatique, le chercheur Jean-Yves Camus montre que des partis comme le Front national en France, le Vlaams Belang en Flandre belge, le Parti libéral d'Autriche (FPÖ) ont « muté de l'extrême droite vers la catégorie des droite populistes et radicales ».

La différence entre cette extrême droite historique et cette droite de la droite recomposée tient principalement au fait que ces partis acceptent, « formellement et le plus souvent sincèrement », la démocratie parlementaire et « l'accession au pouvoir par la seule voie des urnes ». Mais ils ont conservé de l'extrême droite historique une vision du peuple non pas dans un sens social, comme veut le faire croire Marine Le Pen, mais dans un sens national et ethnique, comme « une entité transhistorique englobant les morts, les vivants et les générations à venir ».



Marine Le Pen. © Thomas Haley

Pour preuve d'une distinction entre droites extrêmes et droites radicales dont la différence serait avant tout le « moindre degré d'antagonisme avec la démocratie » de ces dernières, mais pas un discours davantage tourné vers les pauvres ou une moindre passion de l'inégalité et de la séparation des humains selon leurs origines, Jean-Yves Camus prend le cas d'école grec. Le mouvement néonazi Aube dorée y a remporté près de 7 % des voix lors des deux scrutins législatifs de 2012 et se prépare à un bon score aux prochaines européennes. « Faut-il en déduire que son racisme ésotérico-nazi a subitement gagné 420 000 électeurs ? » interroge le chercheur. Nullement, répond-il, puisque le gain de voix s'explique avant tout par un report de celles du parti traditionnel de l'extrême droite grecque, le LAOS, qui avait accepté de participer au gouvernement d'union nationale de Papademos. « Devenu une droite radicale, le LAOS a perdu de son attrait au profit d'une Aube dorée qui refusait toute concession », juge Jean-Yves Camus.



Ces circulations entre droite extrême et droite radicale se font toutefois aussi dans l'autre sens. Dans la plupart des pays européens, que ce soit en Suède, en Norvège, en Suisse ou aux

Pays-Bas ou même en Belgique où la NVA a siphonné, en terres flamandes, les anciens votants du Vlaams Belang, les droites radicales ont absorbé l'électorat des droites extrêmes qu'elles ont fini par complètement supplanter.

Cette recomposition de l'équation à plusieurs entrées de la droite de la droite à l'échelle européenne est encore compliquée par des partis qui, tels UKIP en Grande-Bretagne, ou Debout la République en France, s'affichent avant tout comme souverainistes et tentent, pas toujours avec succès, de contenir une vision ethnique de leur amour de la Nation.

On peut alors conclure avec Jean-Yves Camus qu'avant « de penser la manière de battre les droites radicales dans les urnes, la gauche européenne devra admettre les mutations de son adversaire ». Et également s'interroger sur ce que ce mélange de transformisme, de recompositions et de nouvelles têtes pourrait donner au lendemain du 25 mai.

Vont-ils bloquer le parlement de Strasbourg ?

Difficile d'évaluer le pouvoir de « nuisance » des eurosceptiques de droite et d'extrême droite, au sein du prochain parlement. Des études, par exemple celle publiée fin avril par la fondation Schuman, tablent sur une masse de 150 élus eurosceptiques de droite, sur 751 élus. Mais cette poussée électorale ne se traduira pas forcément par un gain d'influence majeur au sein de l'hémicycle – parce que ces élus nationalistes sont incapables de parler d'une seule voix, mais aussi en raison des règles de fonctionnement de l'institution.



L'hémicycle du Parlement européen

Entre 2009 et 2014, sur les 764 élus de l'hémicycle, deux groupes, étiquetés

eurosceptiques, sont parvenus à se structurer sur la droite de l'échiquier. Le premier, ECR, rassemble surtout les conservateurs britanniques de David Cameron et les Polonais de Droit et justice, le parti de Jaroslaw Kaczynski – 57 élus

au total. Le second, baptisé Europe libertés démocratie (ELD), est dirigé par Nigel Farage, la vedette britannique de l'UKIP, avec, à ses côtés, des élus italiens de la Ligue du Nord, ou encore, chez les Français, Philippe de Villiers. C'est un groupe plus radical, mais aussi plus resserré (31 élus), qui sert surtout de machine de guerre médiatique pour l'UKIP. Une fusion des deux (ECR et ELD) semble impossible, puisque Farage et Cameron sont des frères ennemis à Londres.

Aux côtés de ces deux groupes s'ajoute une cohorte de non-inscrits (33 en tout), dont une bonne partie appartient à des partis d'extrême droite. C'est ici que l'on retrouve les trois élus français du Front national, ceux du Parti de la liberté (la formation néerlandaise de Geert Wilders) ou encore les eurodéputés hongrois du Jobbik, nostalgiques de la « grande Hongrie ». Tout l'enjeu, pour Marine Le Pen, sera, pour le mandat à venir, de structurer son propre groupe, si elle veut peser sur la marche du parlement européen, mais aussi obtenir un budget, auprès de l'institution, pour embaucher, comme ses adversaires, une équipe de conseillers politiques.

L'équation ne s'annonce pas évidente, pour la présidente du FN, mais elle est à portée de main. Afin de constituer un groupe, il faut rassembler au minimum 25 élus, issus de sept États membres différents. Le seul FN devrait envoyer une vingtaine d'eurodéputés cette année à Strasbourg. Le plafond des 25 élus ne devrait donc poser aucun problème. Par contre, Marine Le Pen devra nouer des alliances avec au moins six autres partis parmi les 28 États membres – pour le FN, c'est un verrou plus difficile à faire sauter. Le 22 avril, lors d'une conférence de presse pour lancer sa campagne, la présidente du FN a assuré n'avoir « aucune inquiétude sur la constitution future d'un groupe », mais s'est refusée à annoncer, en amont, qui seraient ses partenaires.

Deux sont d'ores et déjà connus : les Néerlandais du Parti de la liberté (Geert Wilders), et les Autrichiens du FPÖ, longtemps dirigé par Jörg Haider. Mais l'UKIP britannique a pris ses distances avec Marine Le Pen, se jugeant plus proche de Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan. Et l'Alternative pour l'Allemagne, le nouveau parti anti-euro, qui n'est pas une formation d'extrême droite, a aussi prévenu qu'il ne comptait pas s'associer. Par contre, des formations comme la Ligue du Nord et Fratelli Italia en Italie, le Vlaams Belang en Belgique, ou encore les Démocrates suédois, pourraient y aller (encore faut-il qu'ils obtiennent

des élus). Le FN exclut par ailleurs des alliances avec des partis qu'il juge trop radicaux, comme Aube dorée (les néo-nazis grecs) ou le Jobbik en Hongrie.

Si le FN réussit à former un groupe, les eurosceptiques de droite – plus ou moins virulents – pourraient donc compter sur trois groupes : l'un aligné sur les positions de David Cameron, un deuxième dirigé par Nigel Farage, le dernier, enfin, présidé par Marine Le Pen. Avec une inconnue : où iront les eurodéputés du Mouvement 5 étoiles de Bepe Grillo, qui pourraient obtenir une vingtaine de sièges ? Impossible à savoir pour l'instant, même s'ils sont déjà très courtisés, tout autant par Farage (qui partage leur opposition à l'euro), que par le groupe des Verts (qui pense avoir en commun une certaine culture de la démocratie participative, par exemple).

Quel que soit le résultat des négociations qui occuperont une bonne partie du mois de juin, un constat s'impose : l'ensemble des eurosceptiques ne s'unira pas au sein d'une seule formation. Divisés, les nationalistes vont donc perdre en influence, dispersés en plusieurs groupes de taille très modeste. Et les groupes des formations traditionnelles, comme les conservateurs du PPE (auquel l'UMP appartient) ou les sociaux-démocrates (PS), resteront plus importants par leur nombre d'élus. En toute logique, ce sont eux qui obtiendront l'essentiel des postes de présidence des commissions thématiques, qui hériteront des rapports les plus importants, qui profiteront des prises de paroles les plus longues lors des séances plénières. Ce sont eux aussi qui toucheront le gros des subventions pour faire tourner leur groupe.

Les eurosceptiques pourraient tout de même peser autrement sur le jeu européen. Ils pourraient profiter de la porosité à leurs idées de certains élus des partis traditionnels. Ils pourront en tout cas compter sur certains relais au sein du PPE, qui compte notamment parmi ses membres les élus de la Fidesz, le parti de Viktor Orbán au pouvoir en Hongrie, et dont le discours anti-Bruxelles est particulièrement musclé : Orbán compare régulièrement Bruxelles à la « nouvelle Moscou », en référence à la dictature communiste.

Dégoût



Anne Sinclair

Directrice éditoriale du Huffington Post

Je laisse aux spectateurs et aux critiques le soin de juger ce film, s'ils ont envie de le regarder. Nombreux sont ceux d'ailleurs qui ont déjà exprimé leur opinion peu flatteuse, et leur ennui.

Je n'ai pas l'habitude, dans ces colonnes, de faire part de mes sentiments personnels. Mais comme le personnage de Simone dans le film "Welcome to New York" prétend me représenter, je veux seulement dire ici mon dégoût. Dégoût, d'un film où l'exhibition permanente du corps de Gérard Depardieu, présentée comme une audace, donne en fait le haut le cœur. Dégoût des dialogues minables et grotesques. Dégoût de la façon dont M. Ferrara représente les femmes, ce qui doit illustrer ses propres pulsions. Dégoût enfin et surtout du soi-disant face à face des deux personnages principaux, où les auteurs et producteurs du film projettent leurs fantasmes sur l'argent et les juifs.

Les allusions à ma famille pendant la guerre sont proprement dégradantes et diffamatoires. Elles disent le contraire de ce qui fut. Mon grand-père a dû fuir les nazis, et a été déchu de sa nationalité française par le gouvernement de Vichy. Mon père a rejoint la France Libre et a combattu jusqu'à la Libération. Dire autre chose relève de la calomnie. Je ne pensais pas avoir à défendre aujourd'hui leur mémoire devant des attaques aussi clairement antisémites, motivées chez le réalisateur sans doute par ses propres problèmes, et chez le producteur par son goût du profit.

Cela étant, je ne ferai pas à Messieurs Ferrara et Maraval le plaisir de les attaquer en justice. Ils l'ont dit, ils n'attendent que cela. Je n'attaque pas la saleté, je la vomis.

huffingtonpost.fr

A Suivre...
La Presse en Revue